

**LA DEBUDGETISATION DE CERTAINES OPERATIONS D'ORDRE PATRIMONIALES
(OPERATIONS D'AFFECTATION, DE MISE A DISPOSITION, EN CONCESSION OU AFFERMAGE DE BIENS MAIS AUSSI OPERATIONS D'APPORTS EN NATURE ET DE MISE A LA REFORME DE BIENS)**

Lors de la mise en place de la M71, le choix de budgétiser les opérations d'ordre (c'est-à-dire sans flux financier réel) patrimonial complexes visait (à l'instar de la M14 et de la M52) à enrichir l'information de l'assemblée délibérante sur certains types d'opérations, en les intégrant au budget.

I. Avant 2008 :

Or, nombre d'opérations d'ordre sont destinées à décrire l'intégration ou la sortie d'éléments patrimoniaux dans le bilan et se traduisent parfois par **des procédures complexes** en raison, d'une part, du nombre des prévisions budgétaires et, d'autre part, du nombre des mandats et des titres à émettre, alors qu'elles sont en réalité sans impact sur les résultats budgétaires de la collectivité.

C'est notamment le cas des **opérations d'affectation, de mise à disposition, en concession ou en affermage de biens, mais aussi des opérations d'apports en nature et de mise à la réforme de biens.**

A l'usage, il est apparu que la complexité technique de ces opérations, l'obligation de disposer de crédits suffisants pour les exécuter et le manque de lisibilité des flux réels qu'induit la présence de ces opérations dans le document budgétaire expliquent sans doute le peu d'engouement montré par les collectivités pour les mettre en œuvre, d'autant plus qu'elles sont sans impact sur l'équilibre du budget.

Ainsi, force est de constater que l'objectif initial (information de l' élu) n'est pas atteint et que cette situation se traduit également par une carence dans la description des bilans, qui ne retracent pas la réalité du patrimoine de la collectivité.

II. Les objectifs recherchés

La mesure retenue a pour objectif :

- d'améliorer la lisibilité du budget en débudgétisant ces opérations qui, lorsqu'elles y figurent, en gênent la lecture plus qu'elles ne le renseignent ;
- d'éviter que les masses figurant au budget ne soient « gonflées » du montant d'opérations d'ordre sans impact sur les résultats.
- d'alléger les tâches administratives des services du conseil régional qui n'auront plus ni crédits à prévoir au budget, ni titres et mandats à émettre ;
- de favoriser le passage de ces écritures afin d'améliorer l'information relative au patrimoine de la collectivité, en les dégageant de l'obligation actuelle de disposer de crédits budgétaires suffisants.

III. Un axe de simplification : la débudgétisation de certaines de ces opérations

Cette débudgétisation vise les **opérations patrimoniales complexes**, avec toutefois quelques **limites**.

Pour pouvoir être débudgétisées, ces opérations ne doivent pas avoir d'effet sur :

- l'éligibilité au **FCTVA** (exemple de la transformation d'une avance sur travaux d'investissement en travaux (Dt 231 Ct 238). Cette opération doit être maintenue au budget car l'éligibilité au FCTVA est conditionnée par sa présence au compte administratif) ;
- l'**autofinancement** (exemple de l'amortissement – Dt 68 Ct 28) ;
- l'**information de l'élu** pour certaines opérations particulières (exemple : transformation d'un prêt remboursable en subvention définitive).

La débudgétisation des opérations concernera au premier chef les opérations :

- **d'affectation, de mise à disposition, en concession ou en affermage de biens (opérations « aller » et « retour ») ;**
- **d'apports en nature ;**
- **de mise à la réforme de biens** (actuellement traitées comme des cessions à prix zéro).

Dès lors qu'elles seront **debudgétisées**, les opérations d'affectation, de mise à disposition, en concession ou en affermage de biens mais aussi les opérations d'apports en nature et de mise à la réforme de biens, seront désormais **constatées par le comptable au vu des informations que devra lui transmettre l'ordonnateur** qui, par ailleurs, mettra à jour l'inventaire de la collectivité.

Si les opérations d'affectation, de mise à disposition ou en affermage, d'apports peuvent être jugées peu fréquentes, bien que perturbatrices en ce qu'elles concernent des montants importants, la réforme de la constatation de mise à la réforme des biens touchent quant à elle de nombreuses opérations à opérer chaque année.

La lisibilité du budget en sera améliorée sans déperdition d'information, celle-ci devant figurer dans une annexe spécifique du compte administratif « l'état de variation des immobilisations ».

IV. Un axe complémentaire : la simplification des schémas comptables relatifs à ces opérations

Outre la débudgétisation des opérations, les schémas de comptabilisation ont également été revus et simplifiés :

- 1) les opérations d'apports en nature et de mises à la réforme seront traitées par opérations entre des comptes de **haut de bilan** (et plus comme des cessions).
- 2) les mises à dispositions, en affectation, en concession ou en affermage de biens ainsi que le transfert des financements (subventions, emprunts) et amortissements correspondants se feront par un compte dédié propre à chaque nature d'opération (c/18 ou 24 chez le remettant ; c/ 18 ; 1027 ou 22 chez le bénéficiaire) et selon la **même logique chez le remettant et chez le bénéficiaire**.

3) Les opérations de retour de biens mis à disposition, en affectation ou en concession ne seront plus traitées comme des cessions mais **par parallélisme des formes avec les opérations « aller »**. Elles se feront donc par les comptes dédiés précités.

Le solde de ce compte (*boni* ou *mali* résultant de l'opération) sera transporté au compte 193 « Autres différences sur réalisations d'immobilisations ».

V. Impact sur l'instruction et le plan de comptes M71

A- L'instruction budgétaire et comptable M71

M71 Tome II, Titre 3 Chapitre 3 « Description d'opérations spécifiques » paragraphe 1 « Immobilisations non financières ».

M71 Tome II, Annexe 1 : « Liste des chapitres budgétaires des budgets votés par nature ».

M71 Tome II, Annexe 3 et 4 : Mise à jour des listes des opérations d'ordre budgétaires et non budgétaires.

B- Les modifications du plan de comptes M71

Création :

- **du compte 193 « Autres différences sur réalisations d'immobilisations »** dédié aux « moins - value » sur opérations d'ordre non budgétaires, le compte 192 étant désormais réservé aux seules cessions (opérations budgétaires)

- **du compte 249 « Droits du remettant »** (subdivisé comme le 24 sauf le 2491 non subdivisé) :

- 2491 « Mises en concession ou en affermage »

- 2492 « Mises à disposition dans le cadre du transfert de compétences »

- 2493 « Mises en affectation à une régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière »

- 2498 « Autres mises en affectation »

Le module inventaire des applications Trésor sous HELIOS permettra une mise à jour de l'état de l'actif par des flux autres que budgétaires (titres et mandats).

VI. L'évolution du traitement budgétaire et comptable des opérations débudgétisées

3 fiches figurent en annexes, retraçant les modalités de constatation des opérations avant et après 2008 :

Cas pratique n°1 :

Le traitement budgétaire et comptable des opérations de mise à la réforme de biens ;

Cas pratique n°2 :

Le traitement budgétaire et comptable des opérations d'apport en nature ;

Cas pratique n°3 :

Le traitement budgétaire et comptable des opérations de mise à disposition, en affectation ou en concession de biens.

Cas n° 1 - Le traitement budgétaire et comptable des opérations de mise à la réforme de biens

L'opération de mise à la réforme d'un bien consiste à le sortir de l'actif de la collectivité pour sa valeur nette comptable en cas de démolition, de destruction ou de mise hors service d'une immobilisation résultant d'un acte volontaire (mise au rebut d'un bien en fin de vie ou devenu obsolète...) ou d'un évènement indépendant de la volonté de la collectivité (incendie, un vol...) dès lors qu'il n'y a ni prix de vente, ni versement d'une indemnité d'assurance.

Cette opération est actuellement traitée budgétairement et comptablement comme une cession à prix zéro. A compter de 2008, elle sera constatée, par le comptable, par une opération de haut de bilan non budgétaire, au vu des informations transmises par l'ordonnateur : Dt 193 « Autres différences sur réalisations d'immobilisations » Ct 2 (après réintégration des amortissements le cas échéant).

I. Schéma actuel : budgétisation de l'ensemble des opérations traitées comme des cessions dont le prix serait nul (en grisé apparaissent les comptes faisant l'objet d'un mandat ou d'un titre).

Hypothèses de départ : Valeur initiale : 100 Amortissements pratiqués : 80
 Moins value : 20 Valeur nette comptable : 20

| Budget | comptes | débets | comptes | crédits | impact sur les résultats |
|----------------|---------|--------|---------|---------|--------------------------|
| Investissement | 192 | 20 | 21 | 20 | 0 |
| Fonctionnement | 675 | 20 | 776 | 20 | 0 |

| Compte administratif | comptes | débets | comptes | crédits | impact sur les résultats |
|----------------------|---------|--------|---------|---------|--------------------------|
| Investissement | 192 | 20 | 21 | 20 | 0 |
| Fonctionnement | 675 | 20 | 776 | 20 | 0 |

| Exécution du budget : | | compte débité | compte crédité | montant |
|-----------------------------------|-----|---------------|----------------|---------|
| Réintégration des amortissements | ONB | 28 | 21 | 80 |
| Sortie du bien pour sa VNC | OBO | 675 | 21 | 20 |
| Transfert de la moins-value en SI | OBO | 192 | 776 | 20 |

II. La réforme : Traitement des opérations de mise à la réforme de biens par opérations de haut de bilan non budgétaires

Cette opération étant totalement neutre sur les résultats dans la mesure où il n'existe ni flux financier, ni impact sur l'une ou l'autre des sections du budget, les opérations de mise à la réforme seront retracées uniquement par des opérations de haut de bilan débudgétisées. Ainsi, l'absence ou l'insuffisance de crédits n'empêchera plus leur passage.

L'ordonnateur n'aura plus de crédits à prévoir au budget ni de titres et de mandats à émettre pour le passage de ces opérations.

| Budget | comptes | débets | comptes | crédits | impact sur les résultats |
|----------------|---------|--------|---------|---------|--------------------------|
| investissement | | | | | 0 |
| fonctionnement | | | | | 0 |

| Compte administratif | comptes | débets | comptes | crédits | impact sur les résultats |
|----------------------|---------|--------|---------|---------|--------------------------|
| Investissement | | | | | 0 |
| Fonctionnement | | | | | 0 |

Le comptable constatera les opérations suivantes, pour lesquelles l'ordonnateur devra impérativement lui transmettre les informations indispensables (et plus particulièrement du numéro d'inventaire), relatives aux biens faisant objet de la réforme.

| Les étapes de l'opération de réforme d'un bien | | compte débité | compte crédité | montant |
|--|-----|---------------|----------------|---------|
| réintégration des amortissements | ONB | 28 | 21 | 80 |
| sortie du bien pour sa VNC | | | | |
| transfert de la moins-value en SI | ONB | 193 | 21 | 20 |

Parallèlement à la transmission de cette information, l'ordonnateur devra mettre à jour son inventaire pour constater la réforme du bien.

Cas n° 2 - Le traitement budgétaire et comptable des opérations d'apport en nature

Avant la réforme de 2008 :

Définition :

L'apport en nature consiste à remettre en toute propriété à des établissements publics régionaux (ex. des régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière) ou non régionaux (ex. syndicats) qui se créent des moyens matériels nécessaires à l'exercice de leur activité.

La dotation a le caractère gratuit et définitif de la subvention, mais s'en distingue par sa non-spécialisation pour celui qui la reçoit, et par le fait qu'elle est constituée lors de la création de son bénéficiaire (dotation initiale), et, plus rarement, au cours de son existence administrative (dotation complémentaire).

Transcription budgétaire et comptable :

La transcription budgétaire et comptable des opérations relatives à la dotation est donc différente selon que le bénéficiaire est constitué par un service personnalisé de la collectivité remettante (département) ou non.

Le bénéficiaire est un service personnalisé de la région.

La remise du bien s'accompagne du transfert de propriété avec droit de retour en cas de suppression du service régional. La sortie du bien peut dès lors s'effectuer :

- soit par le versement d'une subvention en nature (titre au c/21 pour la VNC et mandat d'égal montant au c/ 2044. « Subventions d'équipement en nature »),
- soit par réduction de la dotation régionale (opérations de cession spécifique avec moins-value constatée Dt 1021 Ct 79 « Transfert de charges », attention cependant à ne jamais rendre le compte 1021 débiteur).

Lorsque le transfert de l'immobilisation s'accompagne du transfert des emprunts contractés pour la financer, l'emprunt est considéré comme constituant le prix de cession des biens remis. Le compte 775 est alors crédité (titre) par le débit du compte 16 (mandat) du montant de l'emprunt transféré.

Le bénéficiaire n'est pas un service personnalisé de la région.

Les conditions de dévolution de l'actif et du passif au nouvel établissement, en cas de dissolution, ne sont déterminées que lors de cette dissolution. La dotation peut, dès lors, s'analyser comme une vente à prix zéro si le transfert de l'actif ne s'accompagne pas d'un transfert du passif. Dans le cas contraire, le montant des emprunts transférés s'impute au compte 775 par débit du compte 16, la différence entre le compte 675 et 775 étant transférée au compte 19 dans les conditions habituelles.

En résumé, l'apport (ou dotation) se matérialisant par un transfert de propriété est **actuellement** traité chez l'apporteur, soit comme une subvention en nature (Dt 2044. Ct 21), soit comme une cession à prix zéro ou égal au montant de l'emprunt transféré et chez le bénéficiaire comme une dotation.

A compter de 2008 :

L'opération d'apport en nature sera désormais constatée par le comptable par une opération non budgétaire de haut de bilan, au vu des informations transmises par l'ordonnateur :

- Dt 1021 Ct 2 (si apport à une régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière) ;
- Dt 193 Ct 2 (dans les autres cas).

S'il y a transfert d'emprunt, le transfert de ce dernier se matérialisera par :

- Dt 16 ou 27 selon que l'emprunt est remboursé au cocontractant par le bénéficiaire ou l'apporteur ;
- Ct 1021 ou 193 selon le compte mouvementé pour le transfert du bien.

NB : Lorsque la région décide la suppression d'un de ses services dotés de la personnalité morale, l'actif et le passif lui reviennent de droit (d'où la diminution de la dotation c/1021 lors de l'apport et l'augmentation corrélative du 1021 chez le bénéficiaire avec une vision consolidée neutre en termes de capitaux propres [opération possible dans la limite du solde créditeur du compte 1021]).

I. Schéma actuel : budgétisation de l'ensemble des opérations traitées comme des cessions (ou comme une subvention en nature Mdt c/2044. Titre c/21) :

Hypothèses de départ :

Valeur initiale : 100 Amortissements pratiqués : 80 Moins-value : 20

Valeur nette comptable : 20

| Budget | comptes | débets | comptes | crédits | impact sur les résultats |
|----------------|-----------------------|--------|---------|---------|--------------------------|
| investissement | 192/1021 ¹ | 20 | 21 | 20 | 0 |
| fonctionnement | 675 | 20 | 776 | 20 | 0 |

| Compte administratif | comptes | débets | comptes | crédits | impact sur les résultats |
|----------------------|----------|--------|---------|---------|--------------------------|
| Investissement | 192/1021 | 20 | 21 | 20 | 0 |
| Fonctionnement | 675 | 20 | 776 | 20 | 0 |

| Exécution du budget | | compte débité | compte crédité | montant |
|----------------------------------|-----|---------------|----------------|---------|
| réintégration des amortissements | ONB | 28 | 21 | 80 |
| sortie du bien pour sa VNC | OBO | 675 | 21 | 20 |
| transfert de la plus-value en SI | OBO | 192/1021 | 776 | 20 |

II. La réforme : Traitement des apports par opérations de haut de bilan non budgétaires

Cette opération étant totalement neutre sur les résultats dans la mesure où il n'existe ni flux financier, ni impact sur l'une ou l'autre des sections du budget, les opérations de mise à la réforme seront retracées uniquement par des opérations de haut de bilan débudgétisées. Ainsi, l'absence ou l'insuffisance de crédits n'empêchera plus leur passage.

L'ordonnateur n'aura plus de crédits à prévoir au budget ni de titres et de mandats à émettre pour le passage de ces opérations.

| Budget | comptes | débets | comptes | crédits | impact sur les résultats |
|----------------|---------|--------|---------|---------|--------------------------|
| Investissement | | | | | 0 |
| Fonctionnement | | | | | 0 |

| Compte administratif | comptes | débets | comptes | crédits | impact sur les résultats |
|----------------------|---------|--------|---------|---------|--------------------------|
| Investissement | | | | | 0 |
| Fonctionnement | | | | | 0 |

Le comptable constatera les opérations suivantes, pour lesquelles l'ordonnateur devra impérativement lui transmettre les informations indispensables (et plus particulièrement le numéro d'inventaire) relatives aux biens faisant objet de la réforme.

| Les étapes de l'opération d'apport en nature | | compte débité | compte crédité | montant |
|--|-----|-----------------------|----------------|---------|
| Réintégration des amortissements | ONB | 28 | 21 | 80 |
| sortie du bien pour sa VNC et constatation de la moins-value (dans la limite du solde créditeur du c/1021) | ONB | 193/1021 ² | 21 | 20 |

Parallèlement à la transmission de cette information, l'ordonnateur devra mettre à jour son inventaire pour constater l'apport en nature fait à un tiers.

NB : Chez le bénéficiaire, les biens remis à titre de dotation sont intégrés à l'actif du bénéficiaire au débit de la subdivision intéressée du compte 21 par le crédit du compte 1021 « Dotation ». Cette opération est également débudgétisée par parallélisme des formes avec l'opération passée chez l'apporteur.

¹ 1021 si apport à une régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière ; 192 dans les autres cas.

² 1021 si apport à une régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière ; 193 dans les autres cas.

Lorsque la remise de l'immobilisation s'accompagne du transfert de l'emprunt en cours, le compte 1021 est débité par le crédit de la subdivision concernée d'un des comptes 163, 164 ou 168.

Annexe 3 - Le traitement budgétaire et comptable des opérations de mises à disposition, en affectation ou en concession de biens

Définitions :

Ces procédures permettent de transférer à un tiers la jouissance d'un bien, avec les droits et obligations qui s'y rattachent, tout en conservant la propriété du bien³.

Elles se caractérisent par un retour intégral des biens affectés, mis à disposition, concédés ou affermés⁴ :

- dans le cadre d'une affectation, le droit de retour relève de la seule décision unilatérale de l'affectant.
- dans le cadre d'une mise à disposition, le droit de retour est subordonné à un changement de législation en matière de transfert *obligatoire* de compétence ou à la remise en cause d'une compétence *facultative* définie librement par les statuts dans la mesure où la mise à disposition de bien est liée à un transfert de compétence.

La mise en concession ou en affermage se distingue de l'affectation par le fait que cette dernière intervient entre une collectivité et l'un des ses démembrements (budget annexe, régie dotée de la seule autonomie financière) ou un établissement public ou entre deux collectivités.

La concession est au contraire un contrat par lequel une collectivité confie à un tiers l'exploitation d'un service ou la construction d'un ouvrage public. Le concessionnaire est le plus souvent un tiers privé.

En résumé, ces opérations concernent principalement les relations avec :

- un service non personnalisé (budget annexe ou régie dotée de la seule autonomie financière) : on parle alors **d'affectation** ;
- un gestionnaire délégué (concessionnaire ou fermier) : on parle alors de **mise en concession ou en affermage** ;
- un organisme de coopération dans le cadre **d'un transfert de compétences** : on parle alors de **mise à disposition**.

I. Évolution du traitement budgétaire et comptable

Budgétairement et comptablement, les opérations de transfert des biens, amortissements et financements qui leur sont rattachés, s'appuient sur des comptes dédiés à chaque nature d'opérations :

- c/18 « Compte de liaison: affectation à... » chez le remettant comme chez le bénéficiaire pour les affectations à un de ses **services non doté de la personnalité morale** (budget annexe ou une régie dotée de la seule autonomie financière) ;
- c/241 chez le remettant et c/22 chez le bénéficiaire pour les **mises en concessions ou en affermage**
- c/242 chez le remettant et c/1027 chez le bénéficiaire en matière de mises à disposition dans le cadre d'un **transfert de compétences** à des structures intercommunales notamment...

Il s'agit là des principales opérations rencontrées mais il existe également des opérations d'affectation à d'autres organismes [ex : à des régies personnalisées (c/243)].

³ A titre gratuit par opposition à la location.

⁴ Par opposition avec la prise de participation qui peut laisser envisager une récupération du capital augmenté des bénéfices ou une participation aux pertes.

A. Budgétaiement

Les opérations « aller » et « retour » sont actuellement traitées budgétairement alors qu'elles n'ont pas d'impact sur les résultats, ce qui nuit à la lisibilité du budget et empêche parfois le passage de ces opérations en cas d'insuffisances de crédits budgétaires et compte tenu de leur complexité (nombre de comptes impactés).

Ces opérations seront débudgétisées.

B. Comptablement

1) Les opérations « aller » :

a) Avant la réforme de 2008 :

Absence de parallélisme chez le remettant et chez le bénéficiaire :

- chez le remettant, réintégration des amortissements comme pour une cession, transfert de l'immobilisation par un compte dédié pour sa valeur nette comptable, apurement de la subvention à hauteur du montant repris, puis comptabilisation du transfert pour le montant restant à reprendre.
- chez le bénéficiaire, intégrations des biens, amortissements et financements qui leur sont rattachés pour leur valeur brute au compte par nature concerné en contrepartie d'un des comptes dédiés à la nature d'opération précitée

b) La réforme de 2008 :

Les schémas de comptabilisation sont **harmonisés chez le remettant et chez le bénéficiaire** sur le modèle de ce qui se fait chez le bénéficiaire → transfert de tous les postes de bilan liés à l'immobilisation (y compris les amortissements, les subventions, les reprises de subventions et les emprunts dès lors que le cocontractant change) par le compte dédié.

2) Les opérations « retour » :

a) Actuellement :

Absence de parallélisme chez le remettant et chez le bénéficiaire :

- chez le propriétaire, réintégration des biens, amortissements et financements qui leur sont rattachés pour leur valeur brute figurant au bilan du bénéficiaire au compte par nature concerné en contrepartie d'un des comptes dédiés à la nature d'opération précitée ;
- chez le bénéficiaire initial, les opérations de retour sont traitées comme des cessions (le solde du compte dédié constituant le prix de cession).

b) La réforme :

D'une manière générale, il a été retenu de ***ne plus traiter, chez le bénéficiaire, les opérations de retour comme des cessions.***

Par parallélisme des formes avec l'opération aller, le retour se traduit par le transfert de tous les postes du bilan liés aux biens de retour par le compte dédié à la mise à disposition ou à l'affectation.

Le « solde » du compte dédié est apuré comme suit lors du retour :

- chez le remettant : c/193 « Autres différences sur réalisations d'immobilisations »
(pour mémoire, les schémas comptables actuels impactent le c/1021) ;
- chez le bénéficiaire : c/193 « Autres différences sur réalisations d'immobilisations »
(pour mémoire, les schémas actuels impactent le c/192).

En résumé, les nouvelles modalités de comptabilisations des opérations de mises à disposition, en affectation ou en concession de biens consistent :

- à débudgétiser ces opérations ;
- à uniformiser les opérations chez le remettant et chez le bénéficiaire ;
- à abandonner le traitement par cession lors du retour du bien au profit d'une procédure identique à celle utilisée lors du transfert initial.

II. Cas pratiques :

- 1^{er} cas pratique : Affectation à un service non doté de la personnalité morale (et retour avant la dissolution du BA) : c/18

- 2^{ème} cas pratique : Mise en affectation, concession ou affermage : c/24 et 249 (sauf 242 et 2492) et c/22

- 3^{ème} cas pratique : Mise à disposition dans le cadre du transfert de compétences c/242 et 2492 et 1027)

1^{er} cas pratique : Affectation à un service non doté de la personnalité morale (et retour (désaffectation) avant la dissolution du BA) : c/18

| libellé | Affectant | | | Affectataire | | |
|----------------------------------|---------------|---------|---------|--------------|---------------|---------|
| | Débit | Crédit | Montant | Débit | Crédit | Montant |
| Remise du bien à titre gratuit | Dt 18 | Ct 21 | 1 600 | Dt 21 | Ct 18 | 1 600 |
| Transfert des amortissements | Dt 28 | Ct 18 | 200 | Dt 18 | Ct 28 | 200 |
| Transfert des subventions | Dt 131 | Ct 18 | 400 | Dt 18 | Ct 131 | 400 |
| Transfert des reprises de subv° | Dt 18 | Ct 139 | 50 | Dt 139 | Ct 18 | 50 |
| Transfert d'emprunts | Dt 2763 | Ct 18 | 600 | Dt 18 | Ct 1687 | 600 |
| Retour : - immobilisation (brut) | Dt 21 | Ct 18 | 1 600 | Dt 18 | Ct 21 | 1 600 |
| - amortissements pratiqués | Dt 18 | Ct 28 | 600 | Dt 28 | Ct 18 | 600 |
| - subventions | Dt 18 | Ct 131 | 400 | Dt 131 | Ct 18 | 400 |
| - reprise de subventions | Dt 139 | Ct 18 | 150 | Dt 18 | Ct 139 | 150 |
| - emprunts | Dt 18 | Ct 2763 | 400 | Dt 1687 | Ct 18 | 400 |
| Apurement du c/18 | Dt 193 | Ct 18 | 100 | Dt 18 | Ct 193 | 100 |

Ce tableau retrace les opérations qui seront constatées par le comptable de façon non budgétaire, au vu des informations transmises par l'ordonnateur.

NB : Les schémas ci-dessous décrivent les schémas qui seront applicables à compter du 1^{er} janvier 2008 chez l'affectant puis chez l'affectataire.

1er cas : A compter de 2008 Affectation par une région d'une immobilisation, des amortissements, de l'emprunt et de la subvention correspondants **à un service non doté de la personnalité morale** (budget annexe ou régie dotée de la seule autonomie financière).

Chez l'affectant (toutes les opérations étant non budgétaires, figurent en grisé les opérations qui impactent néanmoins une fiche d'inventaire ou d'emprunt).

Affectation : Valeur immeuble : 1600 Amortissements pratiqués : 200 Emprunt : 600 Subvention : 400 Reprise de subvention : 50
 Retour : Valeur immeuble : 1600 Amortissements pratiqués : 600 Emprunt : 400 Subvention : 400 Reprise de subvention : 150

Le contrat qui lie la région à l'établissement prêteur n'est pas modifié. L'emprunt affecté est donc remboursé par l'affectataire à la région qui continue à être débitrice de l'établissement prêteur.

| | 18 | 21... | 28 | 164 ¹ | 2763 ² | 131/133 | 139 | 193 |
|--|--------|----------|--------|------------------|-------------------|---------|--------|--------|
| Affectation : | | | | | | | | |
| - Balances d'entrée | | SD 1 600 | SC 200 | SC 600 | | SC 400 | SD 50 | |
| - Affectation de l'immobilisation (valeur historique) | 1600 | 1600 | | | | | | |
| - Affectation des amortissements pratiqués | 200 | | 200 | | | | | |
| - Affectation de la subvention correspondante | 400 | | | | | 400 | | |
| - Affectation de la reprise des subventions pratiquées | 50 | | | | | | 50 | |
| - Affectation de l'emprunt correspondant | 600 | | | | 600 | | | |
| Soldes | SD 450 | 0 | 0 | SC 600 | SD 600 | 0 | 0 | 0 |
| Retour : | | | | | | | | |
| - Balances d'entrée | SD 450 | | | SC 400 | SD 400 | | | |
| - Retour de l'immobilisation | 1 600 | 1 600 | | | | | | |
| - Intégration des amortissements | 600 | | 600 | | | | | |
| - Intégration de la subvention | 400 | | | | | 400 | | |
| - Intégration de la reprise de subvention | 150 | | | | | | 150 | |
| - Retour de l'emprunt | 400 | | | | 400 | | | |
| - Solde du compte 18 | 100 | | | | | | | 100 |
| Soldes | 0 | SD 1 600 | SC 600 | SC 400 | 0 | SC 400 | SD 150 | SD 100 |

NB : si l'emprunt avait été entièrement remboursé, l'opération de retour d'emprunt aurait été sans objet, et le compte 18 soldé par un Dt au 18 et un Ct au 193 pour 300.

¹ Le remboursement à l'établissement de crédit par l'affectant de l'emprunt transféré est comptabilisé au débit du compte 164 pour la part en capital, et au débit du compte 661 pour la part en intérêts, par le crédit du c/ 515.

² Le remboursement à l'affectant par l'affectataire est comptabilisé au débit du compte 451... par le crédit du compte 2763 pour la part en capital et du compte 768 pour la part en intérêts.

Chez l'affectataire, (toutes les opérations étant non budgétaires, figurent en grisé les opérations qui impactent néanmoins une fiche d'inventaire ou d'emprunt).

Affectation : Valeur immeuble :1600 Amortissements pratiqués : 200 Emprunt : 600 Subvention : 400 Reprise de subvention :50
 Retour : Valeur immeuble :1600 Amortissements pratiqués : 600 Emprunt : 400 Subvention : 400 Reprise de subvention :150

Le contrat qui lie la région à l'établissement prêteur n'est pas modifié. L'emprunt affecté est donc remboursé par l'affectataire à la région qui continue à être débitrice de l'établissement prêteur.

| | 18 | 21... | 28 | 1687 ² | 131/133 | 139 |
|---|--------|---------|--------|-------------------|---------|--------|
| Affectation : | | | | | | |
| - Balances d'entrée | | | | | | |
| Constatation de l'affectation : | | | | | | |
| - de l'immobilisation | 1600 | 1600 | | | | |
| - de l'amortissement | 200 | | 200 | | | |
| - de la subvention | 400 | | | | 400 | |
| - de la reprise de subvention | 50 | | | | | 50 |
| Affectation de l'emprunt correspondant | 600 | | | 600 | | |
| Soldes | SC 450 | SD 1600 | SC 200 | SC 600 | SC 400 | SD 50 |
| Retour : | | | | | | |
| - Balances d'entrée | SC 450 | SD 1600 | SC 600 | | SC 400 | SC 400 |
| Constatation du retour : | | | | 193 | | SD 150 |
| - de l'immobilisation | 1600 | 1600 | | | | |
| - de l'amortissement | 600 | | 600 | | | |
| - de la subvention | 150 | | | | | |
| - de la reprise de subvention | 400 | | | | 400 | |
| Désaffectation de l'emprunt correspondant | 400 | | | 400 | | |
| Solde du compte 18 et constatation plus-value | 100 | | | | | |
| Soldes | 0 | 0 | 0 | SC 100 | 0 | 0 |

NB : si l'emprunt avait été entièrement remboursé, l'opération de retour d'emprunt aurait été sans objet et le compte 18 soldé par un Ct au 18 et un Dt au 193 pour 300.

² Le remboursement à l'affectant est comptabilisé au débit du compte 1687 par le crédit du compte 451 pour la part en capital (débit du compte 6611 pour la part en intérêts).

2^{ème} cas pratique : Mise en affectation, concession ou affermage : c/24 et 249 (sauf 242 et 2492) et c/22

| libellé | Affectant | | | Affectataire | | |
|----------------------------------|---------------|---------|---------|--------------|---------------|---------|
| | Débit | Crédit | Montant | Débit | Crédit | Montant |
| Remise du bien à titre gratuit | Dt 24 | Ct 21 | 1 600 | Dt 22 | Ct 229 | 1 600 |
| Transfert des amortissements | Dt 28 | Ct 249 | 200 | Dt 229 | Ct 28 | 200 |
| Transfert des subventions | Dt 249 | Ct 18 | 400 | Dt 229 | Ct 131 | 400 |
| Transfert des reprises de subv° | Dt 18 | Ct 249 | 50 | Dt 139 | Ct 229 | 50 |
| Transfert d'emprunts | Dt 2763 | Ct 249 | 600 | Dt 229 | Ct 1687 | 600 |
| Retour : - immobilisation (brut) | Dt 21 | Ct 24 | 1 600 | Dt 229 | Ct 22 | 1 600 |
| - amortissements pratiqués | Dt 249 | Ct 28 | 600 | Dt 28 | Ct 229 | 600 |
| - subventions | Dt 249 | Ct 131 | 400 | Dt 131 | Ct 229 | 400 |
| - reprise de subventions | Dt 139 | Ct 249 | 150 | Dt 229 | Ct 139 | 150 |
| - emprunts | Dt 249 | Ct 2763 | 400 | Dt 1687 | Ct 229 | 400 |
| Apurement des c/249 et 229 | Dt 193 | Ct 249 | 100 | Dt 229 | Ct 193 | 100 |

Ce tableau retrace les opérations qui devront être constatées par le comptable de façon non budgétaire, au vu des informations transmises par l'ordonnateur.

2^{ème} cas : Affectation par une région d'une immobilisation, des amortissements, de l'emprunt et de la subvention correspondants à un service doté de la personnalité morale (régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, autres mises en affectation ...), à un concessionnaire ou fermier.

Chez l'affectant (toutes les opérations étant non budgétaires, figurent en grisé les opérations qui impactent néanmoins une fiche d'inventaire ou d'emprunt).

| | | | | | |
|---------------|-----------------------|--------------------------------|---------------|------------------|----------------------------|
| Affectation : | Valeur immeuble :1600 | Amortissements pratiqués : 200 | Emprunt : 600 | Subvention : 400 | Reprise de subvention :50 |
| Retour : | Valeur immeuble :1600 | Amortissements pratiqués : 600 | Emprunt : 400 | Subvention : 400 | Reprise de subvention :150 |

Le contrat qui lie la région à l'établissement prêteur est modifié. L'affectant rembourse directement d'établissement de crédit. Dans le cas contraire cf. 1^{er} cas (c/ 2763).

| Affectation : | 249x sauf 2 | 241/3/4/5/8 | 21 | 28 | 164 ¹ | 131/133 | 139 | 193 |
|--|-------------|-------------|---------|--------|------------------|---------|--------|--------|
| - Balances d'entrée | | | SD 1600 | SC 200 | SC 600 | SC 400 | SD 50 | |
| - Affectation de l'immobilisation (valeur historique) | | 1600 | 1600 | | | | | |
| - Affectation des amortissements pratiqués | 200 | | | 200 | | | | |
| - Affectation de la subvention correspondante | 400 | | | | | 400 | | |
| - Affectation de la reprise des subventions pratiquées | 50 | | | | | | 50 | |
| - Affectation de l'emprunt correspondant | 600 | | | | 600 | | | |
| Solde | SC 1150 | SD 1600 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Retour : | | | | | | | | |
| - Balances d'entrée | SC 1150 | SD 1600 | | | | | | |
| - Retour de l'immobilisation | | 1600 | 1600 | | | | | |
| - Intégration des amortissements | 600 | | | 600 | | | | |
| - Intégration de la subvention | 400 | | | | | 400 | | |
| - Intégration de la reprise de subvention | 150 | | | | | | 150 | |
| - Retour de l'emprunt | 400 | | | | 400 | | | |
| - Solde du compte 249 | 100 | | | | | | | 100 |
| Solde | 0 | 0 | SD 1600 | SC 600 | SC 400 | SC 400 | SD 150 | SD 100 |

NB : Si l'emprunt avait été entièrement remboursé, l'opération de retour d'emprunt aurait été sans objet et le compte 249 soldé par un Dt au 249 et un Ct au 193 pour 300.

¹ Le remboursement à l'établissement de crédit par l'affectant de l'emprunt transféré est comptabilisé au débit du compte 164 pour la part en capital et au débit du compte 661 pour la part en intérêts par le crédit du compte 515.

Chez l'affectataire (toutes les opérations étant non budgétaires, figurent en grisé les opérations qui impactent néanmoins une fiche d'inventaire ou d'emprunt).

Affectation : Valeur immeuble :1600 Amortissements pratiqués : 200 Emprunt : 600 Subvention : 400 Reprise de subvention :50
 Retour : Valeur immeuble :1600 Amortissements pratiqués : 600 Emprunt : 400 Subvention : 400 Reprise de subvention :150

Le contrat qui lie la région à l'établissement prêteur est modifié. L'affectant rembourse directement d'établissement de crédit. Dans le cas contraire cf. le 1^{er} cas utilisation du compte 1687.

| | 229 | 22 | 28 | 164 | 131/133 | 139 |
|--|--------|---------|--------|--------|---------|--------|
| Affectation : | | | | | | |
| - Balances d'entrée | | | | | | |
| Constatation de l'affectation : | | | | | | |
| - de l'immobilisation | 1600 | 1600 | | | | |
| - de l'amortissement | 200 | | 200 | | | |
| - de la subvention | 400 | | | | 400 | |
| - de la reprise de subvention | 50 | | | | | 50 |
| Affectation de l'emprunt correspondant | 600 | | | 600 | | |
| Soldes | SC 450 | SD 1600 | SC 200 | SC 600 | SC 400 | SD 50 |
| Retour : | | | | | | |
| - Balances d'entrée | SC 450 | SD 1600 | SC 600 | SC 400 | SC 400 | SD 150 |
| Constatation du retour : | | | | | | |
| - de l'immobilisation | 1600 | 1600 | | | | |
| - de l'amortissement | 600 | | 600 | | | |
| - de la subvention | 150 | | | | | 150 |
| - de la reprise de subvention | 400 | | | | 400 | |
| Affectation de l'emprunt correspondant | 400 | | | 400 | | |
| Solde du compte 229 et constatation plus-value | 100 | | | | | |
| Soldes | 0 | 0 | 0 | SC 100 | 0 | 0 |

NB : si l'emprunt avait été entièrement remboursé, l'opération de retour d'emprunt aurait été sans objet et le compte 229 soldé par un Ct au 229 et un Dt au 193 pour 300.

3^{ème} cas pratique : Mise à disposition dans le cadre du transfert de compétences c/242 et 2492 et 1027

| libellé | Remettant | | | Bénéficiaire | | |
|---|---------------|---------|---------|--------------|---------------|---------|
| | Débit | Crédit | Montant | Débit | Crédit | Montant |
| Remise du bien à titre gratuit | Dt 242 | Ct 21 | 1 600 | Dt 217 | Ct 1027 | 1 600 |
| Transfert des amortissements | Dt 28 | Ct 2492 | 200 | Dt 1027 | Ct 28 | 200 |
| Transfert des subventions | Dt 131 | Ct 2492 | 400 | Dt 1027 | Ct 131 | 400 |
| Transfert des reprises de subv ^o | Dt 2492 | Ct 139 | 50 | Dt 139 | Ct 1027 | 50 |
| Transfert d'emprunts | Dt 2763 | Ct 2492 | 600 | Dt 1027 | Ct 1687 | 600 |
| Retour : immobilisation (brut) | Dt 21 | Ct 242 | 1 600 | Dt 1027 | Ct 217 | 1 600 |
| - amortissements pratiqués | Dt 2492 | Ct 28 | 600 | Dt 28 | Ct 1027 | 600 |
| - subventions | Dt 2492 | Ct 131 | 400 | Dt 131 | Ct 1027 | 400 |
| - reprise de subventions | Dt 139 | Ct 2492 | 150 | Dt 1027 | Ct 139 | 150 |
| - emprunts | Dt 2492 | Ct 2763 | 400 | Dt 1687 | Ct 1027 | 400 |
| Apurement des c/249 et 1027 | Dt 193 | Ct 2492 | 100 | Dt 1027 | Ct 193 | 100 |

Ce tableau retrace les opérations qui devront être constatées par le comptable de façon non budgétaire au vu des informations transmises par l'ordonnateur.

3^{ème} cas : Mise à disposition dans le cadre d'un transfert de compétences d'une immobilisation, de l'emprunt et de la subvention correspondants.

Chez l'affectant (toutes les opérations étant non budgétaires, figurent en grisé les opérations qui impactent néanmoins une fiche d'inventaire ou d'emprunt).

Affectation : Valeur immeuble :1600 Amortissements pratiqués : 200 Emprunt : 600
 Subvention : 400 Reprise de subvention :50

Retour : Valeur immeuble :1600 Amortissements pratiqués : 600 Emprunt : 400
 Subvention : 400 Reprise de subvention :150

Le contrat qui lie la région à l'établissement prêteur est modifié. L'affectant rembourse directement d'établissement de crédit. Dans le cas contraire cf. 1^{er} cas c/ 2763.

| | 2492 | 242 | 21 | 28 | 164 ¹ |
|--|---------|---------|----------|--------|------------------|
| Mise à disposition : | | | | | |
| - Balances d'entrée | | | SD 1600 | SC 200 | SC 600 |
| - Affectation de l'immobilisation (valeur historique) | | 1600 | 1600 | | |
| - Affectation des amortissements pratiqués | 200 | | | 200 | |
| - Affectation de la subvention correspondante | 400 | | | | |
| - Affectation de la reprise des subventions pratiquées | 50 | | | | |
| - Affectation de l'emprunt correspondant | 600 | | | | 600 |
| Soldes | SC 1150 | SD 1600 | 0 | 0 | 0 |
| Retour : | | | | | |
| - Balances d'entrée | SC 1150 | SD 1600 | | | |
| - Retour de l'immobilisation | | 1 600 | 1600 | | |
| - Intégration des amortissements | 600 | | | 600 | |
| - Intégration de la subvention | 400 | | | | |
| - Intégration de la reprise de subvention | 150 | | | | |
| - Retour de l'emprunt | 400 | | | | 400 |
| - Solde du compte 249 | 100 | | | | |
| Soldes | 0 | 0 | SD 1 600 | SC 600 | SC 400 |

NB : Si l'emprunt avait été entièrement remboursé, l'opération de retour d'emprunt aurait été sans objet et le compte 249 soldé par un Dt au 249 et un Ct au 193 pour 300.

Chez l'affectataire (toutes les opérations étant non budgétaires, figurent en grisé les opérations qui impactent néanmoins une fiche d'inventaire ou d'emprunt).

Affectation : Valeur immeuble :1600 Amortissements pratiqués : 200 Emprunt : 600
 Subvention : 400 Reprise de subvention :50

Retour : Valeur immeuble :1600 Amortissements pratiqués : 600 Emprunt : 400
 Subvention : 400 Reprise de subvention :150

Le contrat qui lie la région à l'établissement prêteur est modifié. L'affectant rembourse directement d'établissement de crédit. Dans le cas contraire cf. le 1^{er} cas utilisation du compte 1687.

¹ Le remboursement à l'établissement de crédit par l'affectant de l'emprunt transféré est comptabilisées au débit du compte 164 pour la part en capital et au débit du compte 661 pour la part en intérêts par le crédit du compte 515.

| | 1027 | 217 | 28 | 164 |
|--|--------|---------|--------|--------|
| Affectation : | | | | |
| - Balances d'entrée | | | | |
| Constatation de l'affectation : | | | | |
| - de l'immobilisation | 1600 | 1600 | | |
| - de l'amortissement | 200 | | 200 | |
| - de la subvention | 400 | | | |
| - de la reprise de subvention | 50 | | | |
| Affectation de l'emprunt correspondant | 600 | | | 600 |
| <u>Soldes</u> | SC 450 | SD 1600 | SC 200 | SC 600 |

| | 1027 | 217 | 28 | 193 | 164 |
|--|--------|---------|--------|--------|-----|
| Retour : | | | | | |
| - Balances d'entrée | SC 450 | SD 1600 | SC 600 | | |
| Constatation du retour : | | | | | |
| - de l'immobilisation | 1600 | 1600 | | | |
| - de l'amortissement | 600 | | 600 | | |
| - de la subvention | 150 | | | | |
| - de la reprise de subvention | 400 | | | | |
| Affectation de l'emprunt correspondant | 400 | | | | 400 |
| Solde du compte 1027 | 100 | | | 100 | |
| Constatation plus-value | 100 | | | | |
| <u>Soldes</u> | 0 | 0 | 0 | SC 100 | 0 |

NB : Si l'emprunt avait été entièrement remboursé, l'opération de retour d'emprunt aurait été sans objet et le compte 1027 soldé par un Ct au 1027 et un Dt au 193 pour 300.